

# Dans le monde une classe en lutte



PUBLICATION DIFFUSEE GRATUITEMENT

ECHANGES ET MOUVEMENT, BP 241, 75866 PARIS CEDEX 18, France

Site Internet : <http://www.mondialisme.org>

Blog: Spartacus 1918

Avril 2014

## Egypte

### Le mouvement de grèves continue et change, peu à peu, l'ambiance politique du pays

*(Publié par Alencontre le 25 mars 2014. Des travailleurs de la poste en grève à Port-Saïd le 23 mars 2014 Par Jacques Chastaing)*

Les grèves ont démarré début février 2014 dans les usines textiles de la compagnie publique des « tissages et filages » lorsque les ouvriers ont constaté que la hausse du salaire minimum à 1 200 LE (la livre égyptienne) promise pour fin janvier par le gouvernement, ne concernait que les 4,1 millions de fonctionnaires d'État et non l'ensemble des 7 millions de salariés de la fonction publique, dont eux-mêmes.

#### Des grèves dans la fonction publique...

La grève de l'usine textile emblématique de Mahalla el Kubra, démarrée le 10 février, a entraîné à sa suite celles de 9 autres usines du groupe, puis de proche en proche de nombreux autres secteurs de la fonction publique exclus de cette hausse du salaire minimum : les employés des postes, les salariés des magasins d'État (alimentation ou équipements ménagers), des offices notariaux, des travaux publics des ponts et routes, de l'administration agricole de l'irrigation, de l'eau et de l'assainissement, des semences, de la réforme agraire, de l'industrie d'État (pétrole, industrie ou réparation navale, centrales électriques), des transports publics, de la voirie et des éboueurs, de la banque et des assurances, de l'immobilier, des universités (employés ouvriers, techniciens ou administratifs), des musées, des infirmiers et ouvriers ou employés administratifs ou de surveillance des hôpitaux et des médecins, pharmaciens et dentistes des hôpitaux publics, qui, bien qu'exclus aussi de ces mesures de hausse du salaire minimum, réclamaient pour leur part non seulement son application mais sa hausse à 3 000 LE.

Enfin, les vétérinaires de campagne s'associaient au mouvement des médecins par une grève nationale le 23 mars suivie à 100 % dans les gouvernorats de Marsa Matrouh, Fayoum, Nouvelle Vallée, et à 49 % sur l'ensemble de l'Égypte, malgré les appels du Syndicat des vétérinaires du Caire et Gizeh à ne pas suivre le mouvement.

A l'obtention de la revendication du salaire minimum, la plupart des grévistes ajoutent l'exigence du limogeage de leurs dirigeants, locaux, régionaux ou nationaux.

#### ... ou des secteurs qui y ont appartenu

A ces grèves se sont additionnés d'autres mouvements pour le salaire minimum, dans les catégories de salariés précaires de la fonction publique ou qui y ont appartenu dans le passé. Ainsi, les ouvriers de 11 entreprises privatisées ont exigé la renationalisation de leur société, voire son redémarrage quand elle était à l'arrêt.

Les nombreux salariés temporaires dans les différents secteurs publics ou d'État, exclus de la mesure, ont exigé leur titularisation, ou de pouvoir toucher directement aussi ce salaire minimum, à l'exemple des employés temporaires du gouvernorat de la mer Rouge, de Suez. Ce qui a élargi la grève à des secteurs à proprement parler d'État, comme les personnels temporaires de l'éducation (Kafr el Sheikh), du nettoyage urbain (Kafr el Dawar), les travailleurs journaliers de l'administration agricole des gouvernorats de Sohag, Louxor, Assouan, Qena, Kafr el Sheikh... S'y sont ajoutées différentes catégories d'employés temporaires des gouvernorats ou des ministères comme les chauffeurs, ceux du gardiennage, voire parfois des forces de police ou de sécurité.

#### ... qui ont fait tache d'huile

Se sont greffées des grèves dans des secteurs municipaux, telles que le 16 mars celle des employés de la mairie de Safaga ou de Mahmudiya. Et d'autres grèves de salariés du privé non touchés par la mesure de hausse du salaire minimum, souvent pour le paiement d'arriérés de salaire mais aussi pour des hausses de salaire comme ceux de Porsche à Tanta, des ingénieurs des systèmes d'irrigation et de protection des eaux d'Assouan, ou encore contre des fermetures comme ceux du laboratoire pharmaceutique Abu Sultan.

#### ... et ont réveillé un climat de contestation dans des milieux populaires plus larges

Enfin, dans ce climat, ce qui semble apparaître à nouveau, à partir du 15 mars environ, ou en tout cas être plus visible, ce sont des manifestations diverses, comme celles de paysans du village d'Al Hammad qui ont été manifester à Kafr el Sheikh pour des problèmes d'engrais ; de ceux du lac Nasser contre l'expulsion de familles des terres qu'elles occupent.

On peut relever de même des manifestations de pêcheurs à Fayoum contre la pollution du lac, d'habitants du gouvernorat de Damiette contre la pollution de l'eau ou d'habitants du gouvernorat de Manoufiya pour la réalisation de travaux d'assainissement promis mais non réalisés.

Ont aussi manifesté de jeunes diplômés au chômage pour obtenir un travail à Kharga, des employés de la banque du sang à Shebin el Kom, des boulangers de Kafr el Sheikh pour obtenir ce que leur doit la Chambre de commerce, des bouchers de Mahalla contre la fermeture d'un abattoir.

Des avocats d'Edfou se sont mobilisés pour la libération d'un collègue, puis ceux d'Assouan en solidarité avec leurs collègues d'Edfou. Des vendeurs de rue du centre du Caire ont manifesté pour obtenir des conditions correctes pour leurs emplacements de vente. Des jeunes à Suez ont protesté contre la démolition d'un centre culturel. Des habitants de 40 villages, au pourtour de Kafr el Sheikh, ont protesté contre les lenteurs à la reconstruction d'un pont écroulé il y a un mois suite aux intempéries.

A Huda, Abu Matamir, Damanhur, des habitants de quartier ont publiquement réclamé du pain. A Ismaïlia, ils l'ont fait contre les coupures d'électricité. A Kafr el-Dawr, contre les coupures d'eau. A Zifta, contre la pénurie de bouteilles de gaz. A Daqahliya contre la violence policière. A Shebin el Kom, des sourds et muets ont exigé un travail.

Au total, le Centre pour le développement international comptabilisait pour le mois de février 2 protestations par heure et 1 044 manifestations, dont 58 % pour des raisons économiques, essentiellement les salaires ; 33 % étaient attribuées aux Frères musulmans mais en forte baisse par rapport au mois précédent. Le Caire arrivait en première place avec 14 % de manifestations, suivi d'Alexandrie avec 13 %, et Kafr el Sheikh avec 9 %.

Enfin, l'organisme recensait 47 protestations dans l'Éducation nationale, ce qui pouvait signifier, selon ce Centre, que même si ses luttes n'étaient guère visibles, ce secteur pouvait devenir un élément clef.

### **Des grèves visibles et dérangeantes mais qui ne rencontrent pas d'hostilité populaire**

Si l'on prend par exemple ces derniers jours, du 16 au 24 mars, les 283 bureaux de poste des gouvernorats de Sohag étaient en grève et fermés, mais aussi tous ceux de Suez et Port-Saïd, et en majeure partie ceux des gouvernorats de Marsa Matrouh, Qalahbiya, Alexandrie, Luxor, Fayoum, Qena, Kafr el Sheikh, Sharkiya, Beni Suef, Nouvelle Vallée et la plupart des autres. Certains ont à peine commencé la grève depuis quelques jours mais d'autres le sont depuis un mois. Pas de courrier donc.

Les transports publics en grève ne fonctionnaient pas à Alexandrie, bus et tramway, pendant une semaine jusqu'au 18 mars, après Le Caire. Les poubelles et immondices s'accumulent parce que les éboueurs sont en grève, parfois depuis plus de trois semaines.

Les magasins d'État sont fermés. Les hôpitaux publics sont en grève parfois totale comme à Tanta ou Hurghada. Et partout les médecins, pharmaciens, dentistes font une grève quasi suivie à 100 % dans la majorité des établissements ; des écoles ne sont ouvertes qu'à moitié faute des enseignants temporaires en grève ; les compagnies d'assurances fonctionnent de manière chaotique, pour les mêmes raisons, etc.

Bref, c'est toute la vie quotidienne qui est perturbée. Ce qui est frappant dans ces grèves, c'est que malgré les appels du gouvernement à la responsabilité des salariés à l'égard des usagers, malgré l'engouement d'une partie de la population pour Sissi et son hostilité à tout ce qui peut faire entrave à l'action du maréchal, non seulement elles continuent, mais elles ne semblent pas rencontrer d'animosité de la part du public. Ce qui semble confirmer que ces grèves et manifestations expriment dans la rue ce qui avait déjà été révélé dans les urnes par la forte abstention au référendum/plébiscite des 14 et 15 janvier. Autrement dit, une désaffection certaine à l'égard du maréchal Sissi.

On ne constatait ainsi qu'une altercation entre grévistes et usagers dans un hôpital à Dosouk, sachant que quand il n'y a pas de grèves elles y sont déjà fréquentes. La grève des postes est pénalisante pour beaucoup, avec par exemple le blocage du versement des pensions de retraite ou celui du courrier des entreprises, mais la presse ne signalait que 4 bureaux où avaient eu lieu des affrontements entre usagers et grévistes, à Alexandrie, Assouan, Kafr el Sheikh (deux fois).

Il faut dire qu'une autre chose marquante est tout à la fois l'énorme faiblesse des salaires de la fonction publique, qui vont souvent de 350 à 600 LE par mois, soit environ 44 à 76 CHF (or les prix flambent, les loyers ont été souvent multipliés par deux ou trois en peu de temps et on trouve difficilement quelque chose à moins de 500 LE au Caire ou à Alexandrie), et le fait que pour une fois la presse cite ces salaires si bas. Elle contribue ainsi non seulement à la compréhension des usagers mais aussi à ce que chacun des grévistes prenne mieux conscience qu'il n'est pas qu'un éboueur de tel ou tel endroit ou un vendeur de magasin de tel autre, mais qu'il appartient à une catégorie bien plus large, partageant les mêmes conditions et capable de bloquer toute la société. Tout se passe comme si les grèves de la fonction publique éveillaient à nouveau, peu à peu et de proche en proche, toute la société des classes populaires après sept mois de silence, de violence du pouvoir et d'occupation de tout l'espace politique par le conflit sanglant entre l'armée et les Frères musulmans.

### **Le gouvernement cède et promet**

Dans cette ambiance de grèves, le gouvernement Beblaoui est tombé le 24 février pour tenter de calmer la colère populaire. L'attitude du gouvernement, qui s'est démis le 24 février, comme de celui qui a suivi celui d'Ibrahim Mehleb, a été de temporiser ou de reculer sans réprimer même si, ici où là, il y a quelques tentatives comme à l'entreprise

Cerámica de Suez. Mais pour ces derniers, cette répression n'a pas duré, du fait de la menace des syndicats de Suez d'appeler toute la région à entrer en lutte si cela se reproduisait. Les deux gouvernements répondent le plus souvent par un discours qui, dit comprendre les revendications des grévistes. Ils cèdent partiellement ou totalement, mais dans le cadre d'une péroraison générale expliquant que l'Égypte n'est pas en situation de pouvoir les satisfaire, et que pour cela il faut construire une économie plus forte et donc travailler plus, bref cesser de faire grève. Parfois, comme avec les médecins, le gouvernement promet qu'il essaiera de satisfaire les revendications mais qu'il faut lui laisser un peu de temps puisqu'il est nouveau, en général deux ou trois mois, soit le temps d'étudier la situation ou de trouver des solutions. En attendant, il s'agit de reprendre le travail. C'est ce qu'il a dit le 16 mars aux médecins, pharmaciens et dentistes, leur demandant un délai de trois mois et en faisant appel à leur souci de la santé publique et leur esprit patriotique. Une troisième attitude, par exemple avec les postiers, est de leur proposer une augmentation de salaire ou de bonus relativement modeste, 100 à 150 LE, et de ne rien promettre pour le salaire minimum. Une quatrième attitude, souvent couplée avec la troisième, consiste à donner partiellement satisfaction mais à un niveau plus élevé ; par exemple le paiement d'arriérés de salaires ou bonus, des augmentations de ces salaires ou bonus, des primes exceptionnelles ou mensuelles non négligeables, ce qu'ils ont fait à des degrés divers pour les salariés du textile, ceux des ponts et chaussées, des éboueurs ou encore des transports du Caire et d'Alexandrie. En même temps, ils font la promesse qu'ils accorderont dans un ou deux mois le salaire minimum ou en tout cas qu'ils feront tout pour ça. Ce qui a entraîné la suspension de ces derniers mouvements (textile, transports, ponts et chaussées).

18/03, Un projet déjà élaboré sous Moubarak vise à modifier de fond en comble le système de subventions alimentaires qui concerne 18,2 millions d'Égyptiens titulaires de sortes de cartes de rationnement, sans compter les subventions directes à des produits de base comme la farine et autres produits alimentaires. Soi-disant mis en œuvre pour éliminer les fraudes, il vise surtout à réduire le montant de ces subventions.

### **Les grèves durent, s'affermissent, s'enhardissent, et on cherche en tâtonnant à se coordonner et à se centraliser**

Les succès partiels ont fait reprendre le travail à certains mais ont entraîné dans la lutte d'autres salariés qui voulaient obtenir ce qu'avaient eu les premiers. Les salariés des transports d'Alexandrie sont entrés en lutte après que ceux du Caire ont obtenu partiellement satisfaction en demandant la même chose qu'eux. Les éboueurs d'Edfou sont entrés en lutte pour obtenir ce que ceux d'Assouan avaient eu, etc.

Par ailleurs, si le gouvernement a obtenu la reprise du travail dans un certain nombre de secteurs avec son mélange de promesses et de satisfaction partielle des revendications, les travailleurs semblent assez méfiants face aux promesses. En effet, les employés des transports d'Alexandrie, après leur succès partiel, ont tenu à faire une conférence de presse pour déclarer que, contrairement à ce qui avait été dit, ils se considéraient toujours en lutte, prêts à reprendre la grève à tout moment s'ils avaient le sentiment d'être menés en bateau, surveillant les faits et gestes du gouvernement.

Autre exemple, les 8 000 ouvriers de l'usine de « tissage et filage » de Kafr el Dawar multiplient débrayages, grèves, sit-in et manifestations ou séquestration de leur directeur le 20 mars, pour rappeler leurs revendications pendant que les 24 000 ouvriers de l'usine du même groupe à Mahalla, à quelques dizaines de kilomètres de là, ne sont pas non plus passifs. Ils ont entamé une campagne de signatures proclamant l'illégitimité du syndicat d'État et celle du ministre du Travail, Nahed Elachry.

Là où les travailleurs semblent avoir le plus de mal à coordonner leur action, comme dans les différentes catégories de salariés travaillant dans le nettoyage et surtout pour le ministère de l'Agriculture, le gouvernement semble n'avoir rien cédé ni promis et même menacé le 23 mars de licencier certains salariés en lutte du monde de l'agriculture. Cependant, le mouvement tient bon, les grèves ne faiblissent pas et il est au contraire bien possible que les menaces unifient un peu plus l'ensemble.

Cette tendance à l'unification a en effet été réalisée bien involontairement, en grande partie par le gouvernement lui-même avec les salariés des postes. Ceux-ci mènent un mouvement assez large depuis plusieurs semaines, en mars, mais qui semble inégal suivant les gouvernorats et assez décousu puisque sur les dizaines de milliers de salariés des postes, certains font grève sans discontinuer, d'autres entrent en lutte puis reprennent le travail, puis se remettent en grève. D'autres encore font des grèves partielles pendant que d'autres enfin commencent à peine. Le nombre de grévistes sur l'ensemble est toutefois très important puisque le journaliste Hanni Shukrallah estimait qu'il avait atteint certains jours une participation de 80 %, avec de nombreux gouvernorats au taux de grévistes de 100 %. On constatait ici et là des tentatives de coordination, tout comme la volonté de s'adresser à la population par l'organisation de manifestations locales ou régionales...

Et puis, le 23 mars, le ministre des Communications a rajouté une touche nationale de coordination et de centralisation en recevant des représentants des postiers en grève pour leur proposer une satisfaction partielle. Ceux-ci, les considérant insuffisantes, ont refusé mais ont aussi profité de s'être rencontrés au Caire pour déclarer qu'ils allaient maintenant essayer de

mieux coordonner leur lutte et ont commencé en lançant depuis le ministère un appel à la grève générale illimitée de tous les métiers de la poste. Ce qui semble avoir été suivi d'effets puisqu'aux gouvernorats, où la participation était déjà de 100 %, s'ajoutait l'entrée ou la reprise de la grève totale dans quelques autres régions jusque-là un peu moins touchées. Et le 23 mars, les postiers de Zagazig franchissaient un pas en séquestrant puis expulsant de son bureau le directeur au siège social de la poste du gouvernorat [1]. Cette recherche tâtonnante de l'unification se voit également dans 11 entreprises industrielles récemment privatisées, qui ont en effet constitué au 10 mars une coordination des entreprises privatisées pour leur renationalisation ou leur remise en marche pleine et entière.

La radicalisation se lit dans le fait que les ouvriers d'une usine de Shebin al Kom sont sortis de leur usine et ont bloqué la route, puis le siège du gouvernorat de Menoufiya.

Elle se voit aussi dans les professions de la santé, médecins, pharmaciens et dentistes des hôpitaux publics ainsi que pharmaciens privés et vétérinaires de campagne qui ont formé, au-delà de leurs syndicats respectifs, un comité de grève central et national sous contrôle d'une assemblée générale nationale mensuelle, qui anime la grève nationale illimitée de ce secteur suivie depuis début mars au moins à 80 % par les médecins, avec des pointes à 100 % dans certains hôpitaux ou même certains gouvernorats entiers (97,3 % pour le gouvernorat d'Alexandrie le 19 mars).

Ce comité de grève allait même au-delà de la profession puisqu'il répondait publiquement à la mi-mars à Sissi – qui leur demandait de reprendre le travail au nom des usagers et de la patrie –, en lui disant que s'il avait vraiment ce souci, il fallait qu'il ouvre les hôpitaux militaires, bien mieux dotés, aux malades en difficulté ; qu'il fasse passer le budget de la santé de 3 à 15 % ; qu'il publie les salaires mirobolants des dirigeants du secteur de la santé et qu'ils les versent aux plus pauvres.

Ainsi ce comité de grève s'adressait à tous les Egyptiens, faisant ses premiers pas en politique, montrant au pouvoir que c'est lui qui pourrait très bien faire passer cette marche au mouvement social. Depuis, Sissi s'est tu.

Enfin, et peut-être encore plus significatif, à la mi-mars se constituait une coordination des représentants de deux secteurs en lutte, le comité de grève des professions de la santé et la coordination pour la nationalisation des entreprises privées, associés à des représentants syndicaux des postiers, des salariés des chemins de fer et de l'aviation civile. A la conférence de presse de la fondation, ses animateurs déclaraient qu'ils avaient compris qu'il leur fallait s'unir pour espérer gagner et que leur faiblesse jusque-là avait été de mener leurs luttes isolément les uns des autres. Pour mieux unifier leurs luttes, ils avaient établi un programme commun reprenant l'essentiel de leurs revendications, à savoir : le salaire minimum pour tous, la renationalisation des entreprises privatisées, le limogeage de tous les dirigeants au niveau local ou national et la revalorisation du budget de la santé.

Pour le moment, on ne peut pas mesurer encore le poids réel de cette coordination sur les événements – sinon la radicalisation du mouvement de la santé qui s'est étendu à la médecine ambulatoire, aux centres d'enseignement thérapeutique, aux secrétariats des hôpitaux, aux employés des ministères et des assurances maladie –, mais il est sûr que cela dénote une tendance vers la défense coordonnée des intérêts ouvriers, et par là, de leurs intérêts politiques, même si, bien sûr, les obstacles sont encore nombreux.

#### **Effet des grèves sur la vie politique et les 529 condamnations à mort des Frères musulmans**

Le nouvel éveil de la société par ces grèves va plus loin encore que les classes populaires.

En effet, après la démission du gouvernement Bebloui et donc le départ des forces libérales, démocrates, nassériennes et de gauche du gouvernement (à part le Wafd), Sissi repousse depuis un mois l'annonce de sa candidature à la présidentielle et les autorités repoussent l'ouverture de la campagne électorale ; elles craignent qu'elle se déroule sous la pression des grèves.

On entend des bouches critiques s'ouvrir à nouveau dans les milieux laïques d'opposition à l'encontre du gouvernement et de l'armée après sept mois de silence. On voit des journalistes oser publier dans la presse ce qu'ils n'osaient plus et des manifestations diverses pour les libertés recommencent à fleurir. Un humoriste comme Bassem Youssef radicalise un peu plus sa satire politique ; des intellectuels, artistes ou écrivains qui soutenaient l'armée jusque-là s'en détournent. Des prisonniers du mouvement démocratique sont libérés – comme Alaa Abdel el Fattah – même si bien sûr cela ne suffit pas. Les organisations révolutionnaires multiplient les protestations, comme le 23 mars dans de nombreuses villes d'Égypte, pour exiger la libération des prisonniers politiques.

Une anecdote significative parmi d'autres est que lorsque le gouvernement a demandé un an, six mois ou trois mois de suspension des grèves pour la patrie, un animateur télé, Amr Adeeb, a demandé un arrêt des conflits du travail pendant six mois pour sauver l'Égypte. Aussitôt, en réponse, s'est mis en place un site Facebook proposant aux hommes d'affaires, généraux, ministres, juges, hauts fonctionnaires, acteurs, joueurs de

football connus et journalistes vedettes de ne garder pour eux que le salaire minimum de 1 200 LE et de verser le reste de ce qu'ils gagnent, c'est-à-dire des milliards, au peuple égyptien pour sauver les Egyptiens. De suite, le site a reçu des milliers d'informations et de témoignages sur les revenus, le patrimoine caché, et la vie luxueuse des élites égyptiennes. On voit également le candidat nassérien à la présidentielle Hamdeen Sabbahi oser rendre Sissi responsable – au moins en partie – de tout ce qui ne va pas en Égypte. Ce qui aurait été impensable il y a quelques mois et lui aurait valu une condamnation sévère. Cette ambiance se révèle jusque dans les faits divers puisque les hauts responsables militaires ont tenu à dénoncer à la télévision, le 24 mars, tous ceux qui utilisaient le nom de Sissi pour récolter des dons en faveur de sa candidature, afin... de mieux les détourner dans leurs poches. La dictature tourne-t-elle en farce ?

Les grèves et les manifestations ont – une nouvelle fois – totalement invalidé dans les faits la loi de novembre 2013 interdisant grèves et manifestations, même si libéraux, démocrates ou gauche ne semblent pas vraiment s'en rendre compte ou vouloir en tenir compte.

(1) Selon Mena Solidarity Network, en date du 25 mars 2014, les dirigeants de la grève des postes à Alexandrie ont été arrêtés dans leur maison par des descentes de police effectuées avant l'aube. Les dirigeants arrêtés sont Ismail Gabr, Haitham Uthman, Ayman Hanafi, Hani Said et Hisham Abd-al-Hamid. Selon l'avocat du travail Mohammed Ramadan, les cinq hommes devaient être présentés devant le procureur de Moharrem Bey. Les travailleurs de la poste ont immédiatement organisé une marche et une manifestation massive devant le principal bureau de poste d'Alexandrie. Selon Mena, les travailleurs de la poste d'Alexandrie participent à la grève nationale appelée par le Syndicat indépendant des travailleurs de la poste dont les dirigeants affirment que 70 % des 52 000 travailleurs sont entrés en grève pour exiger de meilleurs salaires et l'obtention du salaire minimum à l'échelle nationale (A l'Encontre).

#### **UKRAINE**

Qui se soucie de la classe ouvrière ukrainienne ? Elle ne s'est guère manifestée lors de l'occupation de Maidan square à Kiev et est en fait restée en dehors du mouvement (sous cet angle, on peut faire une comparaison avec la Tunisie ou l'Égypte).

Son sort est pourtant au centre des débats qui ne sont politiques que parce qu'ils sont économiques et sociaux.

Qui sait que l'Ukraine est un pays industriel, l'industrie fournissant 30 % du PIB et employant 24 % de la population active (mines de charbon et de minerai de fer, sidérurgie, métallurgie, chimie), alors que le secteur agricole (10 % du PIB) emploie 16 % de la population active. C'est un prolétariat déjà âgé, les jeunes préférant l'immigration : la population diminue dans les villes, trois de ces villes sur quatre dans la zone industrielle de l'Est.

Lors de l'indépendance en 1991, l'Ukraine a hérité, en ce qui concerne la condition ouvrière, de la situation alors prévalente à la fin de l'Union soviétique. C'est ainsi que les syndicats ukrainiens (l'un d'eux est de loin le plus important, disposant d'un quasi-monopole de « représentation ouvrière ») disposent d'un patrimoine immobilier (maisons de vacances, de retraite de soins, etc.) le plus important du pays, après celui de l'Etat. Il en est de même pour les « avantages sociaux ». Après 1991, aucun gouvernement n'a osé toucher à cet ensemble, au contraire, pour garantir une paix sociale nécessaire à la transition, tout un ensemble de mesures ont fait que le taux de pauvreté de 47 % en 2002 est tombé à 12 % en 2007 pour remonter, impact de la crise, à 16 % en 2009. On ne peut que mesurer l'importance de ces « avantages » dans les propositions de réforme attachées aux prêts de l'Ouest comme de l'Est. C'est seulement cette importance qui permet de comprendre pourquoi le salaire mensuel moyen de 290 euros, ou le salaire minimum de 90 euros, ne déclenchent pas de revendications globales. On ne peut en juger que par le catalogue des « réformes » proposées par l'Ouest. Dans une des fuites de Wikileaks, figure un entretien entre l'ambassadeur US en Ukraine et un économiste, ancien ministre des Finances ukrainien, lequel énumère les mesures « nécessaires » pour redresser l'économie ukrainienne : porter l'âge de la retraite de 55 à 60 ans pour les femmes et de 60 à 63 ans pour les hommes ; supprimer toute retraite anticipée ; tripler les prix du gaz domestique ; augmenter le prix de l'électricité domestique de 40 % ; supprimer l'accord nécessaire des syndicats pour toute augmentation du gaz ; supprimer l'interdiction de procéder à des coupures de gaz ou d'électricité pour non paiement ; privatisation de toutes les mines ; prix libre de tout transport public ; abolition des primes à la naissance, de la gratuité totale de tout le système éducatif (cantines scolaires, colonies de vacances, etc.) ; allocations de chômage payées seulement après six mois de chômage ; paiement d'indemnités journalières maladies seulement après le troisième jour de maladie ; blocage du salaire minimum.

Même les plus pro-occidentaux des dirigeants ukrainiens comme Timochenko n'ont jamais osé toucher à cette condition ouvrière, bien conscients qu'ils se trouveraient, en raison de son importance, devant une crise sociale sans précédent. La principale raison du revirement de Yanukovitch, qui a déclenché la révolte de Maidan Square, semble avoir été vue de cette même pers-

pective, le prêt russe n'étant pas assorti de conditions aussi draconiennes que celui de l'UE.

Le nouveau gouvernement se trouve devant le même dilemme ; le nouveau Premier ministre déclare : « Nous n'avons pas d'autres solutions que de prendre des mesures impopulaires dont la réduction des programmes sociaux et des subventions, la réduction des dépenses budgétaires. » Et le directeur du département Europe du FMI surenchérit le 7 mars en déclarant : « Je suis impressionné par la détermination des autorités, leur sens de la responsabilité, leur engagement à un programme de réformes économiques et à la transparence. » D'une certaine façon, la polarisation nationaliste guerrière sur la Crimée et la menace russe pourraient masquer une telle offensive sociale, sous couvert de sacrifices pour l'union nationale patriotique, mais ce serait lourd d'une autre menace car une importante fraction du prolétariat concerné vit d'activités industrielles avec la Russie et est majoritairement prorusse. L'Ukraine signe l'accord d'association avec l'UE le 21/03 ; elle espère obtenir 15 milliards de dollars (10,8 milliards d'euros) du FMI, avec lequel elle est actuellement en négociation. L'organisme international imposera, en échange, un plan d'austérité. Une hausse du prix du gaz, l'augmentation de l'âge de la retraite et la privatisation des mines publiques sont d'ores et déjà annoncées.

Par exemple, cette liste comporte l'augmentation de l'âge de la retraite de deux ans pour les hommes (jusqu'à 62 ans) et de trois ans pour les femmes (jusqu'à 63 ans). La privatisation de toutes les mines publiques et l'annulation des subventions pour le secteur du charbon, la levée des privilèges pour les entreprises du service public, les transports et autres services communaux, la cessation du soutien de la nutrition scolaire et médicale gratuite, ainsi que de la fourniture de manuels scolaires gratuits. La liste se poursuit avec l'annulation de la fiscalisation simplifiée et des privilèges pour le remboursement de la TVA pour les agriculteurs, ainsi que le retour au paiement de cette taxe pour le secteur pharmaceutique.

Il est également prévu de lever le moratoire sur la vente des terrains agricoles pour les fermiers et de couper les subventions pour les producteurs de porc et de volaille. Ce n'est pas le plus important : le FMI exige de l'Ukraine d'augmenter le prix du gaz pour les entreprises communales de 50 %, et de 100 % pour les particuliers. Les tarifs d'électricité doivent également augmenter de 40 % pour tous les consommateurs. Pour terminer, il est proposé de libéraliser les tarifs des services publics, de les rendre « marchands » et de les rattacher au tarif du gaz. Le plan a d'abord été rejeté par le Parlement puis adopté lors d'un second vote.

La lumière se fait peu à peu sur la tuerie du 20 février à Maidan Square qui fit 53 morts. Elle serait l'œuvre du groupe fasciste Right Sector qui, poussé par on ne sait trop qui, voulait radicaliser la situation et contraindre Yanukovitch à la démission. Le leader de ce groupe venant d'être assassiné par les flics, les milices du Right Sector font le siège du Parlement depuis le 1<sup>er</sup> avril. Un des problèmes qui se pose est comment liquider les irréductibles qui continuent de camper dans Maidan Square et à occuper des bâtiments officiels alentour.

Sauf quelques accès de violence comme celui dont nous venons de parler, leur pouvoir d'intervention sur les décisions de ceux qui sont actuellement au pouvoir est quasiment nul et le problème disparaîtra peu à peu avec le temps. Les réactions ouvrières, par contre, à la cure d'austérité promise, seraient d'un tout autre ordre et prendraient immédiatement un caractère politique, indépendamment de la contestation directe pour le maintien des avantages sociaux, vu que les secteurs qui se révolteraient seraient dans la zone industrielle de l'Est, sous influence russe.

## **Afrique-du-Sud**

Là aussi, les conflits sociaux se répètent sans que les affrontements politiques préélectorales s'en préoccupent particulièrement.

Comme auparavant, on peut distinguer deux types de conflits qui coexistent mais restent distincts, même s'ils peuvent impliquer les mêmes travailleurs, soit sur leur lieu de travail, soit dans les townships où ils sont parqués. D'un côté, les grèves, particulièrement dans les mines, de l'autre les conditions de vie.

Le chômage atteint 40 % de la population active et touche particulièrement les Noirs (le revenu mensuel moyen est de 200 euros). Parmi la population des townships, les manifestations sur les besoins élémentaires du quotidien sont de plus en plus fréquentes. Au cours des trois derniers mois, on a décompté 3 000 manifestations, soit 30 par jour. La plupart finissent dans l'affrontement et la répression : dans les dix premiers jours de février, on a ainsi recensé 8 morts. La cause est toujours la même, la carence des services de base, et l'étincelle qui fait exploser la tension permanente est souvent un événement ponctuel. Même

dans le voisinage des grandes villes comme Pretoria et Johannesburg, il y a manque d'eau potable (il faut parfois faire une heure de queue pour un peu d'eau), coupures d'électricité, manque de sanitaire et d'égouts.

Quelques exemples récents :

Le 29 janvier à Tzaneen, 1 500 manifestants attaquent un poste de police, 2 tués, 15 flics blessés, 19 voitures de flics incendiées ;

Le 6 février dans la province de Ganteng, le commissariat et des bâtiments officiels sont incendiés. Pendant près d'une semaine, dans la banlieue de Pretoria, les 1 400 habitants d'un township mènent une guérilla urbaine. La police doit édifier des barricades pour protéger les commissariats. 50 arrestations.

D'autres sortes d'affrontement témoignent de la tension latente.

Le 29 janvier, deux suspects du meurtre d'une femme sont arrêtés puis relâchés par la police. La foule incendie leur maison et ils doivent fuir pour éviter le lynchage.

Dans les townships, les petits commerçants sont souvent des étrangers d'Afrique ou d'Asie et ils sont victimes de petits larcins ; un de ces commerçants frappe à coup de batte de baseball un enfant qui venait de dérober des bonbons. L'enfant décède à l'hôpital, ce qui déclenche une nuit d'émeute et de pillage.

Des pluies catastrophiques ont frappé certaines régions du pays et spécialement les townships souvent installés au bord des rivières (11 morts).

Le 7 mars, 1 000 habitants d'un township totalement inondé auxquels il a été promis un autre terrain qui ne vient pas bloquer l'autoroute dans la banlieue de Johannesburg pour être relogés sur un terrain non inondable.

Parallèlement, la grève dans les mines de platine dure depuis deux mois avec le bras de fer entre le syndicat officiel, le NUM affilié au Cosatu, et le syndicat dissident Amcu. 80 000 travailleurs sont en grève dans les mines des 3 grands du platine : Amplats, Implats et Lonmin. La revendication de 1 000 euros mensuels est le double du salaire actuel, la dernière offre patronale de 840 euros étalée sur trois années a été rejetée.

Affrontements fréquents avec les flics lorsque ceux-ci interviennent pour protéger les jaunes attaqués par les grévistes. La grève fait le beurre des spéculateurs sur le platine et surtout sur le palladium dont le prix monte, ce qui est tout bénéfique pour la Russie qui détient un important stock stratégique et qui contrôle 40 % de la production mondiale du palladium.

Une tentative par l'Amcu d'étendre la grève dans les mines d'or a totalement échoué, suite à un jugement rendant cette extension illégale : les mines d'or sont couvertes par une convention collective, signée par le NUM, qui interdit la grève en cours de contrat. Sous menace de poursuites des dirigeants et de sanctions financières, le syndicat Amcu est contraint de s'incliner.

Le 14/03, 180 travailleurs employés au conditionnement du thé sont en grève depuis cinq semaines pour les salaires. Ils sont licenciés et ne seront réembauchés que s'ils signent une promesse de ne plus faire grève pour les salaires.

On peut mettre en parallèle cette situation dans les townships et la grève des mines de platine avec les présentes préoccupations des dirigeants, en premier lieu ceux de l'ANC, en prévision des élections prochaines. Le leader noir de l'ANC, Ramaphosa, élu en décembre 2012 et qui serait le futur président de l'Afrique du Sud, est aussi un riche capitaliste dont le seul souci est de savoir comment transformer son conglomérat Shanduka (évalué à 80 milliards d'euros) pour éviter les accusations de conflit d'intérêt s'il était président.

03/04, National Union of Mineworkers (NUM). Le responsable des médias Liphert Chilwane se plaint dans une lettre au *Business Day* (journal patronal) que la grève de dix semaines dans les mines de platine autour de Rustenburg (province du nord-ouest) a coûté jusqu'alors aux compagnies minières près d'un milliard de dollars de revenu, et aux travailleurs 300 millions de dollars en salaires. Il écrit que le taux croissant de criminalité à Rustenburg est le résultat de la grève qui a commencé le 23 janvier ; il ajoute :

« Il est totalement irresponsable d'entraîner les travailleurs dans un conflit aussi long lors qu'il n'existe aucune perspective de satisfaire les revendications. Les employeurs ont encore accru leur force et sont devenus trop organisés et unis pour envisager une défaite. »

En plus des menaces de licenciements, les compagnies minières brandissent la menace de mécanisation avec des réductions drastiques d'effectifs. Elles donnent en exemple la mine d'Implats à Leeuwkop qui emploie aujourd'hui 10 000 mineurs, et qui n'en emploierait que 2 à 3 000 si la mine était mécanisée.

## **BALKANS**

Ce qui se passe dans les Balkans est un peu la suite de ce qui s'est passé pour les travailleurs en Grèce ou au Portugal, ou ce qui se profile pour les travailleurs d'Ukraine si leur pays passe sous les fourches caudines du FMI – ou pour tant d'autres dans le futur. En fait, ce dont nous allons parler est le démantèlement de ce qui pouvait avoir survécu par-delà l'émiettement nationaliste de l'ex-Yougoslavie d'une économie capitaliste d'Etat, notamment dans les structures de l'économie et les droits des travailleurs, le parachèvement du démantèlement même de l'entité économique et politique de

## ALGÉRIE

### GROGNE SOCIALE, DÉBRAYAGES,

### CONFLIT INTERCOMMUNAUTAIRE, ÉMEUTES, INSÉCURITÉ...

L'Etat yougoslave, pour intégrer cet espace dans la sphère mondiale de l'économie de marché. Chacune des nouvelles républiques avait quand même hérité des entreprises d'Etat et d'un statut social des travailleurs ; déjà fragiles à cause de leur dimension, ces Etats parfois bancals politiquement subissent de plein fouet la crise mondiale et sont contraints, pour leur survie, de frapper à la porte de la trioka qui leur demande de balayer tout ce qui s'oppose encore à cette intégration : privatisations, concentrations, abaissement du coût global du travail donc réduction des avantages sociaux. Dans le patchwork des Etats balkaniques, de dimensions et de niveaux de développement différents, on trouve toutes les situations dans ce processus d'intégration à l'Union Européenne.

Certains Etats sont déjà pleinement intégrés (Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Croatie, Slovaquie), d'autres en sont à des stades divers dans la préparation vers cette intégration, soumis à des pressions diverses pour en payer le prix : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo sont en première ligne. Comme partout dans les ex-pays « socialistes », c'est l'ancienne bureaucratie du parti reconvertie dans le libéralisme qui est l'agent de cette transformation avec le même cortège d'autoritarisme, de corruption, et de répression des travailleurs (les taux de chômage dépassant souvent 30 %), ce qui fait que les réactions ouvrières se doublent souvent de revendications politiques d'un changement, non de régime mais de têtes dirigeantes.

Le fait que les réactions les plus caractéristiques éclatent ce printemps en Bosnie tient certainement au fait que parmi ces républiques croupions, cet Etat est une sorte de conglomérat bicéphale particulièrement fragile, avec une faible puissance publique.

Le 5 février 2014 semble le point de départ d'un mouvement de contestation qui va même s'étendre au-delà des frontières de la Bosnie. Cela commence à Tuzla, ville industrielle (mines, chimie, notamment des détergents) de 130 000 habitants, la 3<sup>me</sup> du pays. Déjà, effet de la crise mondiale, une douzaine d'entreprises ont été fermées et le taux de chômage est à 44 %. Ditu, une usine de détergents et de cosmétiques qui employait près de 1 300 travailleurs, est acculée à la faillite par l'ouverture des marchés avec une facture conséquente de salaires impayés.

Le 27 mars, les travailleurs sont en grève depuis près d'un an pour ces salaires et tiennent un piquet devant l'usine. Ils survivent par la solidarité des travailleurs et des sections syndicales de base des autres usines de la ville qui participent avec eux à de multiples actions sur des lieux publics, mais qui doivent affronter l'hostilité de la bureaucratie de leur propre syndicat de l'industrie chimique. La distance entre cette situation sociale et les dirigeants ne peut mieux s'exprimer que dans cette déclaration du chef du gouvernement de Sarajevo : « Il n'y a pas un seul salarié ni de franges de la société qui aurait des raisons d'être insatisfait. »

Ce 5 février, comme maintes autres fois, ceux de Ditu manifestent dans la ville avec les travailleurs d'autres usines, souvent elles aussi menacées de fermeture. Cette fois, ils sont brutalement attaqués par les flics (22 blessés dont 17 flics, 24 arrestations). En réaction, des jeunes et des chômeurs attaquent et incendient des bâtiments officiels de Tuzla, contraignant le gouvernement local à démissionner.

Le lendemain, 6 février, de nouvelles manifestations s'organisent à Tuzla et l'agitation gagne d'autres villes de Bosnie dont Sarajevo et Banja Luka. A Sarajevo, le palais présidentiel est incendié. Les manifestations vont ainsi se prolonger quotidiennement dans les différentes villes du pays et prennent un caractère plus politique de protestation contre le chômage, la corruption, et pour la justice sociale.

11/03 Sarajevo, *Holiday Inn*, hôtel mythique chargé de trente ans d'histoire, notamment pendant le siège de Sarajevo, est en grève depuis près d'un mois à cause de salaires impayés (compris entre 350 et 400 euros mensuels). « Nous en avons assez d'être des esclaves », clament les 140 travailleurs qui occupent l'hôtel privatisé depuis trois ans et qui ne peuvent rien y faire d'autre car tout y a été coupé...

Mais ce que l'on appelle désormais le « printemps bosniaque » saute les frontières, tant le problème des travailleurs bosniaques est commun à tous les travailleurs de l'ex-Yougoslavie.

En Serbie, des travailleurs d'entreprises en grève le 15/02 manifestent localement contre la fermeture de leur usine à Loznica, et le 14/02 à Belgrade. En mars, de nombreuses grèves éclatent, notamment pour des arriérés de salaires.

En Macédoine, où le chômage oscille entre 20 % et 60 % de la population active, une promesse d'indemnisation des salariés des entreprises d'Etat en faillite avec un aide de 100 euros mensuels est restée lettre morte avec seulement 350 servis contre 6 000 postulants.

Le 18/02, plusieurs centaines de travailleurs sont dans les rues de Skopje devant le siège de confédération syndicale pour dénoncer la collusion entre les bureaucraties syndicales et le gouvernement. Des bagarres, des arrestations. Au Monténégro, le 15 février, des centaines de manifestants à Podgorica contre la politique du gouvernement après un appel sur Facebook : « Solidarité avec la Bosnie », des bagarres, 9 flics blessés,

Jamais, de l'histoire de l'Algérie indépendante, les prémices d'une échéance présidentielle n'ont été entachées de tels troubles et conflits, et ce, à tous les niveaux, que celles du 17 avril 2014. Le malaise est largement ressenti. La société bouillonne. Le pays est en dépression.

Mehdi Mehenni – Alger (*Le Soir d'Alger*) – Entre des grèves cycliques dans différents secteurs, un mécontentement social quant à la gestion des affaires publiques, un conflit intercommunautaire qui, en l'espace de quelques jours, s'est transformé en un drame humain à Ghardaïa, émeutes et diktat de bandes rivales dans les quartiers et à travers le pays, l'Algérie sombre dans une asphyxie profonde à la veille d'une échéance cruciale, les élections présidentielles d'avril 2014.

L'atmosphère est irrespirable. Le malaise est ressenti à tous les niveaux. Une école paralysée depuis quatre semaines, et même si aujourd'hui, une solution s'offre en perspective, après que syndicats et tutelle ont trouvé un terrain d'entente, il sera difficile de rattraper le temps perdu. Surtout que le gel des cours a été observé différemment à travers les écoles du pays, et qu'il faudra agir au cas par cas. Pour y remédier, il est craint qu'une anarchie, un cafouillage, ne s'emparent du secteur de l'Éducation nationale. Pis encore, deux intersyndicales réunissant onze syndicats autonomes menacent d'une action de protestation le jour de la tenue de la tripartite sociale, le 23 février. Si, pour la plupart, le partenaire social qui prendra part à cette tripartite n'est pas représentatif, les questions qui seront à l'ordre du jour ne répondent pas aux aspirations des travailleurs, surtout qu'il y a doute sur leur concrétisation.

Comme si toute cette grogne sociale ne suffisait pas, un conflit intercommunautaire est venu s'ajouter aux sombres jours précédant une échéance électorale décisive pour l'avenir du pays. De rudes affrontements à Ghardaïa, soldés par plusieurs morts et blessés, des écoles, des habitations, des commerces saccagés et incendiés, avec des accusations portées contre le parti pris d'une institution censée être neutre et assurer la sécurité du citoyen qu'est la police. Des vidéos ont, pour rappel, été publiées sur le Net où la police avait fait équipe avec les Chaâmbis contre les Mozabites. Des sanctions dans les rangs de la DGSN ont d'ailleurs suivi ces dépassements.

Au même moment, soit début février, un rassemblement des chômeurs a été tenu à Ouargla, et d'autres jeunes gens ont bloqué la route à Touggourt, tentant d'incendier un camion-citerne transportant du carburant. Il y a eu aussi des émeutes à l'ouest du pays où des jeunes de la région d'Aïn Témouchent ont investi la rue, défiant les forces de l'ordre.

Côté sécurité publique, le pays n'a visiblement jamais connu de tels épisodes, où des bandes rivales s'affrontent publiquement et font la loi dans les quartiers, allant jusqu'à défier l'autorité de l'Etat, et profitent d'une impunité incompréhensible. Ces jeunes voyous se disputent les territoires pour la vente de drogue, les espaces publics et les lieux de stationnement, rackettent d'honnêtes citoyens sous le regard passif des services de sécurité. A huit semaines du 17 avril 2014, l'Algérie est en dépression (extrait du quotidien *Le Soir d'Alger*, 22/02/2014).

Une liste des dernières émeutes en Algérie :

- Affrontements communautaires entre Arabes et Mozabites à Ghardaïa les 16, 17, 18 et 19 janvier, le 4 février, le 28 février, le 2, le 6, le 10 et le 11 mars ;
- Affrontements communautaires à Beriane le 25 janvier ;
- Affrontements à Kheireddine (Mostaganem) le 1<sup>er</sup> février ;
- Blocage routier à Tizi Ouzou sur un aménagement urbain le 17 février ;
- Manifestations lycéennes à Bejaïa les 26 et 27 février ;
- Émeutes à Amizour (Bejaïa) le 3 mars ;
- Manifestations de chômeurs à Ouargla le 5 mars ;
- Manifestations contre un projet de décharge à Reghaïa (Boumerdes) du 1 au 11 mars ;
- Grève des cheminots le 26 mars paralysant Alger et sa banlieue pour un rappel de salaires sur 36 mois.

## ARGENTINE

L'Argentine ne s'est jamais vraiment sortie des problèmes économiques et financiers du début des années 2000 et des affrontements populaires qui ont aussi marqué cette période. Surtout, elle a plus ou moins éludé les engagements financiers qui explosent aujourd'hui avec les conséquences de la crise économique (l'Argentine devrait 10 milliards de dollars au Club de Paris, sans compter les fonds spéculatifs qui lui réclament 1,5 milliard de dollars).

Il en résulte une situation catastrophique que certains n'hésitent pas à qualifier d'explosive. La dévaluation du peso (de 13 % le 23 janvier dernier), pour booster les exportations vitales du pays et pour satisfaire les milieux financiers internationaux, a eu pour conséquence une inflation qui, officiellement, serait de 30 % en 2013 (sur la base 100 en 2006, l'inflation réelle serait de 450). Mais les répercussions sont inégales (pour le pain, 105 % en 2013) car le gouvernement a tenté de mettre en place un gel limité des prix, plutôt inefficace car cela tourne au bras de fer avec la grande distribution notamment. Sur 42 millions d'habitants, 12 millions seraient sous le seuil de pauvreté et il serait question, vu les difficultés financières, de réduire les subventions aux transports, à l'énergie et aux carburants. Les syndicats sont divisés quant à une action commune. Mais en ordre dispersé, les grèves succèdent aux grèves sur tout le territoire, localisées, dans une province ou un secteur particulier.

On ne peut qu'énumérer les plus importants conflits depuis début février :

10/02 grève de salariés de la province de Misiones pour des arriérés de salaire ;

11/02 les salariés du foot (joueurs et autres) en grève contre sept mois d'arriérés de salaires ;

16/02 grève de 24 heures de tous les hôpitaux pour les salaires ;

27/02 les éboueurs de l'Etat de Corrientes en grève rejettent une offre de 30 % d'augmentation ;

28/02 province de Chubut, les travailleurs d'une usine alimentaire mise en faillite par le refus d'un crédit bancaire occupent la banque locale et saccagent les locaux ;

5/03 début d'une grève générale des enseignants dans 19 provinces, ils refusent une proposition d'augmentation de 31 % ;

13/03 les camionneurs bloquent une aciérie pour une question d'indemnisation ;

21/03 des dizaines de milliers d'enseignants en grève depuis onze jours pour les salaires, dans 19 des 24 provinces, manifestent à La Plata. Ils sont attaqués par les flics, des blessés, des arrestations.

Dans les manifestations sont apparus des groupes organisés violents sous le nom de « Quebracho movement » qui prônent l'abolition de la propriété privée et la réduction de la pauvreté, mais qui en même temps se définissent comme « mouvement patriotique révolutionnaire ». Ils se revendiquent héritiers des Monteneros – une guérilla clandestine sous la dictature des généraux – et du mouvement de résistance des chômeurs Piqueteros des années 2000

## BANGLADESH

Le Bangladesh, dans la compétition avec la Chine et les pays voisins quant au coût de la main d'œuvre et autres facteurs, commence à sentir les effets des désastres sur les conditions de travail (incendies, effondrements...), des grèves à répétition souvent suivies d'émeutes, des affrontements politiques violents, ce qui incite les exploités à durcir encore les conditions d'exploitation de la force de travail pour garder les marchés (83 % de la population serait sous le seuil de pauvreté). Pourtant, en février 2014, les exportations de textiles ont progressé de 6 % et en un an de 14 %.

Le salaire moyen mensuel est de 32 euros, bien que l'organisme patronal BGMEA ait conclu un accord en décembre dernier pour 56 euros ; mais on évalue que jusqu'à 60 % des patrons ou ne l'appliquent pas ou que d'autres ont dégradé les travailleurs pour ne pas avoir à l'appliquer. Un témoignage d'une ouvrière d'une usine de confection dans la banlieue de Dhaka :

Son père était un paysan qui vivait dans un village lointain de la culture du riz ; tombé malade et dans la misère, il doit laisser partir sa fille de 15 ans pour devenir ouvrière dans l'industrie du vêtement, bien que sous l'âge légal de travail qui est de 16 ans.

Age qu'elle a maintenant, travaillant au minimum 8 heures par jour 6 jours sur 7 mais jusqu'à 80 heures par semaine. Sur une machine, à la chaîne pour la confection de corsages (350 ouvrières), elle doit faire des coutures sur 1 000 corsages dans sa journée, la même tâche toutes les 30 secondes. Elle gagne environ 16 euros par semaine (parfois jusqu'à 78 euros par mois avec les heures supplémentaires), la moitié est envoyée pour faire vivre la famille restée au pays.

Elle est exploitée dans un atelier de 350 ouvrières. Elle vit dans un

dortoir, à 4 ouvrières dans une chambre de 4 mètres sur 3 mètres avec un ventilateur et une ampoule nue, un lit pour deux et une natte sur le sol pour deux : chaque semaine, elles permutent lit et sol. Une toilette à la turque, l'eau à un robinet à l'extérieur de l'immeuble. Une cuisine commune avec deux feux de gaz à même le sol.

Pourtant, quand elle compare sa situation, causée par la malchance, elle s'estime favorisée car elle a échappé au carcan coutumier du village, au mariage forcé avant 16 ans et tout de suite les enfants, ce qu'elle qualifie pour ses anciennes compagnes par « elles sont dans une cage ». Elle en est sortie, elle a abandonné l'habit traditionnel et quand elle retourne au village, toutes les filles lui demandent comment s'évader, la considérant presque comme une héroïne.

Les luttes continuent, quasi quotidiennes :

15/01, F. Appareil à Dhaka, les travailleurs manifestent pour salaires impayés depuis novembre ; de nouveau des blessés.

6/02, toutes les tentatives d'organiser un syndicat des travailleurs de la confection se heurtent à une féroce opposition des patrons. Organiser une section syndicale d'entreprise nécessite le vote de 30 % des exploités de la boîte, ce qui n'est jamais atteint : tous les acteurs œuvrant pour cette reconnaissance sont réprimés, licenciés, battus, contraints de démissionner, etc.

18/02, 200 travailleurs de CPM Knit Composite Ltd manifestent à Savar (banlieue de Dhaka) pour le paiement des salaires de janvier. Attaqués par les flics, 15 blessés.

22/03, 50 000 ouvriers de 9 usines d'Etat travaillant le jute de Kulua Jessore sont en grève depuis le 12 mars pour les salaires, et rituellement dans les conflits du pays, ils bloquent les axes routiers.

## CAMBODGE

Suite au massacre du 3 janvier dernier, qui a stoppé pour un temps grèves et manifestations (interdiction de manifester à Phnom Penh), le syndicat prend une position de repli et appelle à un boycott des heures supplémentaires du 24 au 26 février, toujours pour la revendication de base d'augmentation des salaires mensuels de 60 à 120 euros. La stratégie des patrons et du gouvernement est alors de bloquer les sorties d'usine par des flics et des gardes pour empêcher les travailleurs de sortir, contraindre à faire les heures, et arrêter ceux qui tenteraient de s'évader (21 sont ainsi arrêtés). 300 000 travailleurs participent pourtant à ce boycott.

« C'est une eau dormante bouillonnante en profondeur. Personne ne peut savoir comment va tourner la situation du Cambodge, en crise depuis des mois » (*Le Monde*, 18/02/2014).

Le 26 février, le Premier ministre Hun Sen, quasi dictateur d'un pays où sévit le chômage et la corruption, a pu déclarer que « les travailleurs du textile reçoivent un bon salaire comparé à celui du Vietnam. Les syndicats demandent trop et cela fait fuir les investisseurs. Les grévistes sont des extrémistes ».

Les syndicats projettent une grève du 12 au 14 mars, ni sur le tas, ni dans la rue, mais en « restant à la maison ». On ne sait pas trop pourquoi cette grève est annulée le 10 mars ; il semble qu'il y ait eu des menaces de représailles du pouvoir et des pressions diverses. Les revendications restent la libération des 21 arrêtés lors des manifestations début janvier, l'augmentation des salaires mensuels de 60 à 120 euros, et la levée de l'interdiction de manifester.

Le 13 mars, les 300 ouvrières de EZ International Garment Factory en grève bloquent l'entrée de l'usine pour les salaires, les repas, une prime de transport, des WC propres...

Mais cette situation qui touche les travailleurs du textile n'empêche pas les grèves dans d'autres secteurs : le 7 février, les 400 éboueurs de Phnom Penh reprennent le travail après trois jours de grève, ayant obtenu que leur salaire mensuel passe de 55 euros mensuels à 72 euros et des aménagements sur leurs conditions de travail. Le 22 mars, 7 000 travailleurs de Wing Star Shoes à Kampong Speu sont en grève depuis le 17/03 pour les salaires (minimum mensuel de 80 euros), 16 euros de prime de repas et de transport, la fin des heures supplémentaires obligatoires et l'élimination des gardes et contrôles masculins dans les ateliers de femmes.

## INDE

On parle beaucoup des luttes en Chine mais bien peu de celles qui se déroulent en Inde, pourtant pays de population équivalente, en plein développement industriel, bien que son potentiel économique actuel soit loin derrière celui de la Chine.

22/03, Dans l'Etat de Tamil Nadu, les travailleurs d'une aciérie sont en grève depuis le 28 janvier pour une augmentation de salaire de 65 % alors qu'on ne leur offre que 17 %.

17/03 Toyota lockoute 6 400 travailleurs. Le premier constructeur mondial d'automobiles a annoncé lundi la suspension de sa production de véhicules en Inde, à cause d'émeutes dans ses deux usines locales. Le groupe japonais a expliqué dans un communiqué que des employés s'étaient livrés depuis près d'un mois à « des arrêts délibérés des lignes de production, des intimidations et des menaces à l'encontre de cadres ». Une émeute avait éclaté en juillet 2012 dans l'usine de Manesar (région de New Delhi),

exploitée par Maruti Suzuki, à la suite d'un différend entre un ouvrier et un contremaître. Plusieurs centaines d'ouvriers avaient attaqué des cadres avec des barres de fer, incendié et détruit des équipements. Le directeur du personnel avait été tué et une centaine de cadres blessés, dont plusieurs grièvement. Maruti Suzuki avait ensuite annoncé le licenciement d'au moins 500 ouvriers sur les 1 500 permanents employés dans l'usine, laquelle avait dû rester fermée plus d'un mois (*voir précédents bulletins*).

15/03 Les 1 000 travailleurs de l'usine métallurgique Larsen et Tonbro à Hariza (Etat de Gujarat) sont en grève depuis trois mois pour les salaires (actuellement de 320 euros mensuels). La firme menace d'embaucher des « travailleurs de remplacement ».

## Thaïlande

– 11/03/2014 – Deux camps s'affrontent depuis plusieurs mois sur le plan politique avec occupations et bagarres dans le centre de Bangkok. Ces deux clans recourent d'importantes divisions sociales. Les « chemises rouges » sont les partisans de l'ancien Premier ministre néolibéral Thaksin, leader charismatique populaire qui a dû fuir à l'étranger pour échapper à une condamnation pour corruption – mais dont la fille est actuellement à la tête du gouvernement – soutenu principalement par les paysans du nord-est du pays regroupant 1/3 des 70 millions d'habitants (en 2000, leurs partisans avaient occupé le centre de Bangkok plusieurs semaines avant d'en être expulsés violemment – 90 tués – *voir précédents DLM*).

Le pouvoir actuel est contesté par les conservateurs monarchistes qui s'appuient notamment sur la noblesse foncière, soutenue elle pas les provinces riches du Sud. Une sorte de guérilla s'est installée à Bangkok entre ce clan qui tente de déstabiliser le pouvoir et la police, affrontements qui jusqu'à présent ont fait 22 tués et plus de 700 blessés.

Un des paradoxes de cette situation est que ces opposants conservateurs monarchistes ne veulent pas de nouvelles élections qui ramèneraient l'équipe présente au pouvoir, et espèrent un coup d'Etat militaire qui chasserait les tenants actuels du pouvoir et imposerait une sorte de dictature. Le gouvernement voudrait mettre fin aux subventions au riz. La crise a entraîné des problèmes de financement et les troubles politiques n'ont fait qu'aggraver une situation difficile pour les paysans dont la culture du riz est la principale ressource ; la contradiction est que ce sont eux les principaux soutiens du présent gouvernement, lequel se trouve acculé par la crise à prendre des décisions lésant sérieusement leurs intérêts.

## GRECE

14/03/2014 – Pression nouvelle de la « troïka » (FMI, BCE et UE) qui voudrait déréguler encore plus le marché du travail, réduire le salaire minimum (actuellement de 586 euros mensuel alors que le salaire moyen est de 400 euros) et en terminer avec certaines activités indépendantes protégées. Contre un projet de loi sur la réforme de la fonction publique qui prévoit le licenciement de quelque 10 000 fonctionnaires, moyennant quelques amortissements financiers, des milliers de fonctionnaires (hospitaliers, enseignants, administratifs) sont dans la rue. De nouveau, le 21/03, le secteur public est en grève pour deux jours, mais jusqu'à présent grèves et manifs limitées n'ont guère modifié la marche imposée par la capital vers une austérité de plus en plus serrée.

L'austérité a particulièrement frappé le système de santé, avec la fermeture des cliniques d'Etat pour les soins d'urgence et la suspension sans salaire de 8 500 agents médicaux. Mouvement dispersé de protestations avec manifestations, occupations de cliniques, remises en fonctionnement, etc. Sur 11 millions d'habitants, 800 000 n'ont pas ou plus accès au chômage qui donnait accès aux soins gratuits. Entre 2009 et 2011, le budget santé a été réduit de 26 %, ce qui a pour résultat, avec l'extension de la misère, la réapparition de maladies éradiquées pratiquement jusqu'ici (malaria, tuberculose, sida, etc.). Le taux des suicides a augmenté de 45 % entre 2007 et 2011. Il est prévu qu'en 2018, 2,3 millions de Grecs n'auront plus de couverture santé.

## AUSTRALIE

C'est un bout du monde dont on parle peu, notamment quant aux luttes qui, comme partout, s'y déroulent régulièrement. Un simple aperçu récent de ces luttes :

1/03 Heinz Golden Circle, Melbourne, grève depuis le 20/02 pour une indemnité de licenciement ;

1/03 grève de 48 heures sur les plateformes off shore de Maritime Union pour les salaires ;

1/03 grèves limitées à répétition de 600 chauffeurs des transports

publics par bus de la région d'Adelaïde ;

1/03 New South Wales, 200 conducteurs des trains miniers de la Hunter Valley Coal Fields (multinationale Arizona) font la grève des heures supplémentaires contre un nouveau contrat qui leur imposerait une réduction des horaires de travail et une augmentation de salaires de 12 % sur trois années. Le 3/03, en réponse à une grève de 48 heures, la compagnie impose un lockout et se pourvoit devant la Fair Work Commission (une sorte de commission d'arbitrage obligatoire) qui déclare la grève illégale.

## ACTIVITES SYNDICALES

Palestine – (*Voir précédent bulletin*) La grève des 5 000 travailleurs palestiniens, salariés de l'Unrwa, travaillant dans tous les services et infrastructures des 19 camps de la région qui hébergent les 730 000 expulsés d'Israël, s'est terminée après plus de deux mois par un accord prévoyant la compensation des jours de grève et l'ouverture de discussions pour définir leur statut. Rien sur les 55 licenciés. On a appris que les restrictions de crédit limitant le montant des salaires étaient dû à un transfert de fonds vers les réfugiés syriens, parqués dans les pays frontaliers de la Syrie. On a aussi appris que le licenciement des 55 à l'origine du conflit avait été fait à la requête d'Israël, qui a fait interdire l'emploi de Palestiniens ayant fait l'objet d'une condamnation même mineure dans l'Etat d'Israël.

Corée du Sud – (*Voir précédent bulletin*) La grève des chemins de fer coréens, Korail, contre la privatisation d'une ligne TGV, porte ouverte à une privatisation totale ultérieure, s'était terminée sur ordre du syndicat Kctu après un baroud d'honneur d'une grève générale d'une journée et la constitution d'une commission parlementaire destinée à examiner les questions de privatisation. Comme rien ne s'est en fait passé, et que d'autres privatisations se profilent – notamment dans le secteur de la santé – le Kctu est contraint d'organiser, pour sauver la face, une nouvelle journée de grève baptisée « People's strike » (la grève du peuple), le 25 février, laquelle aurait réuni 700 000 manifestants dans tout le pays. Déclarée illégale par le gouvernement, elle ne mobilise pas moins de 15 000 flics rien qu'à Séoul (100 000 manifestants). Les flics bloquent les entrées du métro pour empêcher les manifestants de s'y réfugier.

Afrique du Sud – 17/3/2014 – Le syndicat officiel Cosatu demande aux patrons et au gouvernement de briser la grève des mineurs de platine dont le syndicat concurrent Amcu a pris l'initiative, et d'intervenir auprès des piquets de grève qui empêchent parfois physiquement les jaunes d'entrer dans la mine. Le syndicat officiel des mineurs, le NUM, affilié au Cosatu, a monté un nouveau syndicat, le WAU, pour enregistrer syndicalement les jaunes, ce qui accroît la confusion et les conflits.

France – 19/2/2014 – Silence sur une autre forme du dialogue social. Pendant des années, le syndicat patronal de la métallurgie UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), affilié à la confédération patronale Medef, a arrosé de dizaines de millions d'euros les différents syndicats ouvriers de la métallurgie en récompense de leurs prises de position dans les conflits sociaux (16,5 millions d'euros entre 2000 et 2007). Le dernier président de ce syndicat patronal, Gautier-Savagnac, a servi de lampiste et a préféré se voir gratifier de trois années de prison – dont une ferme – plutôt que de vendre la mèche sur les heureux bénéficiaires de la manne patronale en échange de « bons services » pour la cause patronale aux dépens des travailleurs : des révélations n'auraient pas manqué de secouer sérieusement le monde syndical. D'après le rapport Péruchot en 2012, ce sont les employeurs et l'Etat qui financent de différentes façons les syndicats à hauteur de 90 % de leur budget (près de 4 milliards par an). Nécessité absolue du maintien de la médiation institutionnelle du syndicat dans le procès de production capitaliste.

On a beaucoup parlé dans les médias de l'engagement politique du syndicaliste connu dans la lutte de Florange, mais cela n'est pas du tout nouveau. Ce qui est moins connu, ce sont les bureaucrates syndicaux qui passent avec armes et bagages à l'ennemi de classe. En 1984, Jacques Chérèque, jusqu'alors secrétaire adjoint de la CFDT, ancien patron du syndicat de la métallurgie, accepte d'être nommé par Rocard préfet délégué pour assurer la liquidation de l'industrie sidérurgique lorraine. Son fils, François Chérèque, quitte la direction de la CFDT pour présider l'Agence du service civique. Sainjon, dirigeant de la fédération CGT de la métallurgie, poursuit une carrière industrielle. Et ce ne sont que les plus connus, il y en a bien d'autres, notamment dans le menu fretin des bureaucraties syndicales.

Etats-Unis – 17/2/2014 – Le syndicat de l'automobile UAW espérait retrouver sa représentativité dans les usines d'automobiles décentralisées dans le sud des USA. Il avait fait une tentative en ciblant l'usine Volkswagen de Chattanooga dans le Tennessee. Selon le droit du travail américain, pour être représentatif dans une usine, il faut un vote majoritaire des travailleurs de l'usine, ce qui autorise à signer un contrat collectif d'entreprise et à servir d'intermédiaire pour tous les litiges concernant l'exploitation du travail dans l'usine.

Les bureaucrates de l'UAW ne ménagent pas leurs efforts pour gagner cette usine, ce qui aurait été un premier pas pour l'attaque des autres usines délocalisées sans contrat. Le résultat du vote fut à 53 %

contre toute représentation syndicale, et à 47 % pour. Au-delà des problèmes spécifiques de cette usine et des pressions politiques et patronales, on doit dire qu'on ne voit pas, en considération de toutes les abdications de l'UAW dans les usines automobiles de la région de Detroit dans les années écoulées, ce qui pourrait amener les travailleurs à faire confiance aux syndicats, et notamment à l'UAW

## **GREVE AVEC OCCUPATION ET PLUS**

France – 7/03/2014 – Des grévistes de la Poste occupent le siège national du courrier. C'est la quatrième occupation de locaux administratifs centraux. Ils réussissent à s'échapper alors que les CRS arrivent pour virer et arrêter.

10/2/2104 – Pour étendre le champ d'exploitation directe par le capital, les professions dites « réglementées », souvent des survivances de privilèges professionnels, sont l'objet de projets de réformes visant à déréguler leur activité en l'ouvrant largement à la concurrence. Mais cela peut se faire aussi par le développement d'activités parallèles qui menacent leur protection privilégiée. Ainsi en est-il des chauffeurs de taxis parisiens qui, par des grèves répétées (souvent des blocages routiers), tentent de faire interdire par les autorités le développement d'un « secteur privé » qui réduit considérablement leurs gains et le capital investi dans cette activité de travailleur indépendant contrôlé.

28/3/2014 – Beine-Nauroy près de Reims, entreprise Bosal le Rapide, sous-traitante de l'automobile et fabriquant des supports de galeries. Rachetée par une firme hollandaise qui, après délocalisation en Allemagne et en Hongrie, la met en liquidation judiciaire. L'usine est occupée depuis un mois par les 58 travailleurs qui revendiquent une indemnité de départ de 40 000 euros, après qu'une tentative de faire tourner la boîte en Scop (coopérative) a échoué devant les refus des propriétaires. Dans ce dialogue de sourds, non seulement l'occupation se poursuit jour et nuit, mais les 58 ont accumulé à l'intérieur de l'usine un bûcher de trucs inflammables (y compris la voiture de fonction), des bonbonnes de gaz, et menacent de tout faire sauter si on ne les écoute pas. La menace est suspendue le 29/03 avec la promesse de l'ouverture de pourparlers. Une rencontre a été organisée le 2 avril à la sous-préfecture de Reims mais les représentants de la firme ne sont pas venus, et ont fait savoir qu'ils ne négocieraient qu'avec des représentants de l'Etat.

Tunisie – 5/03/2014 – « On n'a presque rien obtenu après la révolution de Tunis en termes de développement et de réformes » (un ouvrier des phosphates). La région de Gafsa, le cœur des mines et de l'industrie des phosphates, une des mamelles du pays et qui est, depuis le « printemps arabe », au centre des résistances ouvrières et locales à tous les pouvoirs, se trouve depuis des mois prise dans de constantes actions qui bloquent la production et le transport de ce produit essentiel. Pour tenter d'endiguer les protestations, les différents pouvoirs ont multiplié les embauches, faisant passer les effectifs de 5 500 travailleurs à 9 000 mais cela n'a pas été suivi d'une augmentation de la production. De plus, cela n'a pas calmé les actions revendicatives locales car ces embauches semblent avoir été entachées de favoritisme. Depuis plusieurs mois, les actions ont consisté principalement à bloquer la circulation ferroviaire pour paralyser le trafic phosphatier : il ne circule chaque jour que 3 trains de phosphate au lieu de 10 habituellement. Ce blocage est inégal mais total dans la région de Oum Larayes et de Redeyef (26 000 habitants). Le 20 février, occupation dans cette ville d'un site minier pour la transformation des CDD en CDI.

### **La grève et rien d'autre**

Chine – 9/03/2014 – Vendus avec les locaux et le matériel au trust chinois de l'informatique Lenovo, les 7 500 exploités par IBM dans les 60 usines mondiales dans une section spécifique de l'activité de cette multinationale. Une partie se situe en Chine à l'usine de Shenzhen près de Hong Kong (1000 travailleurs). Ces derniers ne goûtent pas la sauce qu'on leur offre dans ce transfert plein d'incertitudes. Le 9 mars, ils se mettent en grève sauvage pour avoir des propositions précises, quel que soit leur sort. Lenovo prétend que ceux qui resteront auront les mêmes garanties de salaires et d'avantages que celles accordées par IBM ; mais cela ne rassure pas et finalement, une offre de 4 000 euros pour ceux qui acceptent de signer un nouveau contrat (payable moitié fin avril et moitié lors de l'entrée en lice de Lenovo), d'autres conditions pour

ceux qui quittent, font que la grève s'amenuise avec à peine 100 grévistes le 12/03, le licenciement sec de 20 irréductibles met fin à la grève. Mais 700 à 800 travailleurs ont choisi de partir, de sorte que Lenovo hérite d'une usine à moitié vide.

France – 23 travailleurs de la société STEF (transports frigorifiques), en grève depuis le 31 janvier pour les salaires et les conditions de travail, s'entendent signifier de lever le blocage des entrepôts par ordonnance du 3 février. Ils sont désavoués par le ministre socialiste du Travail et menacés de licenciement.

5/03, depuis des mois, les sages-femmes sont en grève, assignées à travailler sur leur lieu d'exploitation. Tout ce qu'elles peuvent faire pour obtenir la reconnaissance de leur statut spécifique – qui implique entre autres une revalorisation de leur salaire – c'est de manifester. Mais leur revendication du statut de praticien hospitalier se heurte aux syndicats hospitaliers qui voudraient en faire des fonctionnaires, et aux gynécologues qui contestent leur compétence et qui verraient dans cette reconnaissance une concurrence éventuelle.

La grève des marins de la SNCM (voir précédents bulletins) a repris pour des garanties sérieuses de poursuite d'activité, ce qui a été fait et la grève a été suspendue le 1<sup>er</sup> avril. Entre temps, les marins ont empêché un navire de croisière d'accoster dans le port de Marseille.

2/04, la grève des agents de conduite de certaines lignes de banlieue partant de la gare Saint-Lazare à Paris, autour de la réorganisation des services, grève reconduite les jours suivants, sème la pagaille dans les allées et venues des banlieusards concernés.

BRESIL – 9/03 Les éboueurs de Rio reprennent le travail après huit jours de grève pour les salaires et les primes : le salaire de base est porté de 245 euros à 370 euros (la revendication est de 400 euros).

ETATS-UNIS – 14/03 Toujours des grèves limitées dans le secteur de la santé : 250 de BHR à Olympia (Washington) mènent trois jours de grève pour un nouveau contrat.

10/03, 20 infirmières à Des Plaines (Illinois) sont en grève cinq jours pour l'embauche de personnel (actuellement 1 infirmière pour 20 patients).

CANADA – 10/03 Les camionneurs du port de Vancouver (400 syndiqués, 1 000 non syndiqués) doivent mettre fin à leur grève suite à diverses pressions. Ils sont sans contrat depuis 2012 et veulent voir revaloriser les primes d'attente dans le port et le taux de prise en charge.

OMAN – 14/03 Grève de deux semaines à Octal Petrochemical Company pour les salaires et la réintégration de syndicalistes licenciés.

GEORGIE – 28/02 Depuis le 14/02, 500 mineurs de RMG Gold à Kazreti sont en grève pour les salaires (revendication d'un doublement de 320 euros à 640 euros), la sécurité et la réintégration de 184 d'entre eux licenciés au cours du conflit. La police attaque les piquets de grève qui bloquent l'entrée de la mine.

## **LES CRIMES DU CAPITAL**

Chine – 5/03/2014 – « La maladie vient à bout de l'ouvrier avant que l'ouvrier ne vienne à bout des procédures », dit un avocat défenseur des innombrables mineurs atteints de silicose. Les mineurs de fond, notamment dans les mines de charbon, doivent travailler pratiquement sans aucune protection et sans aucune ventilation. La plupart finissent silicosés et commencent alors un parcours semé d'embauches pour faire reconnaître la responsabilité de la compagnie minière. D'innombrables exemples de recours sans fin que l'on finit par abandonner pour cause de mort ou par lassitude devant toutes les astuces juridiques permettant d'éviter toute indemnisation. Un seul exemple : un mineur silicosé qui longtemps s'est battu sans succès est à la retraite avec 10 euros par mois, ce qui ne lui permet même pas d'acheter les médicaments dont il aurait besoin.

Pour recevoir individuellement ce bulletin, envoyer 6 enveloppes adressées et timbrées à 0,87 euros.

Pour tout envoi en nombre donner juste l'adresse et la quantité requise. L'envoi se fait alors à nos frais.

On souhaiterait que chacun notifie ses changements d'adresse et/ou signale s'il désire cesser de recevoir cet envoi.

Aussi que des infos locales nous parviennent si possible déjà résumées selon ce qui figure dans le bulletin

Pour tout contact, postal à l'adresse figurant en tête ou par mail: [echanges.mouvement@laposte.net](mailto:echanges.mouvement@laposte.net)

**Il y a tant de luttes qu'il nous faut faire un tri et que bien de ces luttes échappent à notre attention.**

**Nous tentons seulement de ne pas trop en manquer**

Pour satisfaire aux obligations légales  
Le responsable de publication: H. Simon